



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 473 – 6 janvier 2023

❖ Régional

La dette publique de l'UEMOA devrait atteindre 57% du PIB en 2022 selon la BCEAO

Selon [le bulletin trimestriel des statistiques](#) de la BCEAO, le taux de croissance de l'UEMOA s'est établi à 5,7% en glissement annuel (g.a.) au 3^{ème} trimestre 2022, porté notamment par la Côte d'Ivoire (+6,4% en g.a.) et le Bénin (+6,1% en g.a.). A l'inverse, la Guinée-Bissau (+4,8% en g.a.) et le Mali (+3,8% en g.a.) enregistrent les taux de croissance les plus faibles au 3^{ème} trimestre 2022. Par ailleurs, en raison d'une hausse des importations (+27,7% en g.a.) plus importante que celle des exportations (+11,7% en g.a.), le déficit commercial de l'UEMOA s'est creusé pour atteindre 2,1 Mds EUR au 3^{ème} trimestre 2022, contre 677 M EUR à la même période de 2021. En conséquence, les réserves de change se sont réduites, couvrant 4,6 mois d'importations au 3^{ème} trimestre 2022 contre 5,1 mois au trimestre précédent. Ces dernières sont anticipées à 4,2 mois d'importations à fin 2022 avant d'enregistrer une hausse graduelle à moyen terme (4,5 mois en 2023 ; 5,1 mois en 2024) selon la BCEAO. Enfin, selon [le rapport sur la politique monétaire de la BCEAO](#), l'encours de la dette publique de l'UEMOA devrait s'élever à 95,2 Mds EUR (57% du PIB) à fin décembre 2022, contre 83,6 Mds EUR (54,7% du PIB) à fin décembre 2021, soit une progression de 13,9% en g.a.

LE CHIFFRE À RETENIR

+8%

Le taux d'inflation dans l'UEMOA en g.a.
en novembre 2022 selon la BCEAO

311 M USD de la Banque mondiale pour le développement de l'énergie solaire au Libéria, en Sierra Leone et au Togo

Le 20 décembre 2022, l'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, [a approuvé](#) un financement de 311 M USD en faveur du Libéria, de la Sierra Leone, du Tchad et du Togo pour le développement de l'énergie solaire dans le cadre du Projet régional d'intervention d'urgence pour l'énergie solaire (RESPITE). Ainsi, ce programme financera : (i) l'installation et l'exploitation d'environ 106 MW d'énergie solaire photovoltaïque avec des systèmes de stockage et d'énergie par batterie ; (ii) une extension d'énergie hydroélectrique d'environ 41 MW. Par ailleurs, il facilitera le commerce régional de l'électricité et renforcera les capacités institutionnelles de la West African Power Pool (WAPP), l'agence de la CEDEAO en charge de l'énergie. Ainsi, l'objectif du RESPITE est d'augmenter la part d'énergie renouvelable connectée au réseau et de renforcer l'intégration régionale entre pays participants.

Le taux d'inflation de l'UEMOA s'élève à +8% en g.a. en novembre 2022

Selon [le bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique ont connu une amélioration en novembre 2022, traduisant une orientation favorable de la conjoncture au sein de l'UEMOA. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, ceux du commerce et des services marchands ont respectivement progressé de 13% et 6,4% en glissement annuel (g.a.) en novembre 2022 tandis que l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 2% en g.a. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, a diminué de 2,1 points en moyenne en g.a., principalement en Côte d'Ivoire (-7,1 points en g.a.), au Mali (-6,8 en g.a.) et au Burkina Faso (-5,6 en g.a.). A l'inverse, la Guinée-Bissau (+12,5 en g.a.) et le Togo (+8,7 en g.a.) ont enregistré une importante augmentation de leur score. Enfin, l'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à +8% en g.a. en novembre 2022 (contre +8,4% en g.a. le mois précédent), principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +5,7 points de pourcentage).

Le FAD accorde 176 M USD à 6 pays d'Afrique de l'Ouest pour renforcer la sécurité alimentaire

Le 15 décembre 2022, le Fonds africain de développement (FAD), guichet de prêts concessionnels du groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), [a annoncé](#) l'octroi d'un financement de 176 M USD en faveur de 6 pays d'Afrique de l'Ouest et 3 organisations intergouvernementales afin de mettre en œuvre la 2^{ème} phase du Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2-P2RS). A destination notamment du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo, ces fonds devraient permettre : (i) d'augmenter les productions végétales de 83 000 à 135 000 tonnes, animales de 68 000 à 86 400 tonnes et piscicoles de 15 000 à 20 000 tonnes ;

(ii) d'augmenter les revenus des bénéficiaires de 906 USD à 1 135 USD par habitant en moyenne ; (iii) d'augmenter le volume des échanges intrarégionaux de produits agricoles de 330 000 à 430 000 tonnes. Le projet devrait ainsi couvrir 97 communes dans les 6 pays d'intervention et bénéficiera directement à près de 1,4 M de personnes.

🇸🇧 Bénin

Des transferts monétaires à hauteur de 14,2 M EUR à destination des filles en situation difficile

Le 13 décembre 2022, la Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance [a procédé](#) au lancement d'une opération visant à distribuer 9,3 Mds FCFA (14,2 M EUR) par transferts monétaires aux filles scolarisées issues de familles en situation difficile dans le cadre du Projet d'autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD). Dans le détail, il s'agira de transférer 450 FCFA (0,69 EUR) par jour à chaque fille du primaire concernée et 600 FCFA (0,91 EUR) par jour à chaque fille du secondaire concernée sur une période de 3 ans. Ainsi, le gouvernement entend lutter contre la non-scolarisation et la déscolarisation des filles.

🇸🇧 Burkina Faso

Le déficit budgétaire anticipé à 4,8% dans la Loi de finances 2023

Le 24 décembre 2022, l'Assemblée législative de transition (ALT) [a voté et approuvé](#) à l'unanimité le Budget de l'Etat 2023. Ainsi, les recettes budgétaires s'élèvent à 2 631,3 Mds FCFA (4 Mds EUR), composées à 89% de recettes fiscales. Du côté des dépenses, celles-ci s'établissent à 3 235,9 Mds FCFA (4,9 Mds EUR), composées à 64,1% de dépenses ordinaires et à 35,9% de dépenses d'investissement. En conséquence, le déficit budgétaire pour l'exercice 2023 est anticipé à 604,7 Mds FCFA (922 M EUR), soit 4,8% du PIB. En termes de

répartition, 30% du budget de l'Etat devrait être affecté au secteur de l'éducation ; 28,4% au secteur de la défense et de la sécurité tandis que le secteur de la santé devrait représenter 11,5% du budget.

40 M USD du FAD pour le développement de chaînes de valeurs avicoles, agricoles et piscicoles

Le 16 décembre 2022, le **Conseil d'administration** du Fonds africain de développement [a approuvé](#) l'octroi d'un financement de 40,9 M USD afin de **mettre en œuvre le Projet de développement** intégré des chaînes de valeurs maïs, soja, volaille et poisson et de résilience au changement climatique (PIMSAR). Ce projet visera à améliorer la productivité agricole et animale du pays, à **œuvrer pour l'adaptation** des populations face aux changements climatiques et à développer la transformation locale. A cet effet, de nombreux intrants seront distribués aux producteurs ainsi, entre autres, que la mise en place d'unités de production d'aliments.

Cap-Vert

Plus de 68% des exportations à destination d'Espagne en novembre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INE), les exportations du Cap-Vert [ont diminué](#) de 5,4% en glissement annuel (g.a) en novembre 2022 pour se situer à 444 M CVE (4 M EUR), principalement composées de préparations et conserves (72,3%), de vêtements (8,6%) et des produits de la pêche (7,7%). Les principaux clients ont été l'Espagne (68,7% des ventes), le Portugal (13,4%) et l'Italie (10,5%). Concernant les importations, elles ont augmenté de 35,6% en g.a en novembre 2022 pour s'élever à 9,4 Mds CVE (85,2 M EUR). Le Portugal a été le premier fournisseur (41,9% des achats), suivi de l'Espagne (9,3%) et de l'Inde (9,3%). Les principaux produits importés ont été les combustibles (22,2%), les réacteurs et chaudières (7,8%) et les machines et moteurs (6,3%).

Côte d'Ivoire

L'industrie devrait contribuer à hauteur de 30% du PIB à l'horizon 2030

Selon le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, la part de l'industrie dans le PIB [devrait atteindre](#) 30% à l'horizon 2030, contre 21% actuellement. Ainsi, la Côte d'Ivoire devrait accélérer son industrialisation à travers 7 axes prioritaires de développement dont l'industrie pharmaceutique, textile, automobile ou encore l'agro-industrie. Concernant cette dernière, la Côte d'Ivoire, 1^{er} producteur mondial de cacao avec 2,2 M de tonnes, ambitionne de transformer localement la moitié de sa production à l'horizon 2025, contre 30% actuellement. Il en est de même pour la production de noix de cajou, estimée à 1 M de tonnes, et dont 15% est transformée localement.

Le gouvernement annonce le lancement des activités de la SOTRA à Yamoussoukro

Le Premier Ministre [a officiellement lancé](#), le 23 décembre 2022, les activités du réseau de bus urbain de la Société des transports abidjanais (SOTRA) dans la capitale politique ivoirienne. Au total, six lignes de bus ont été identifiées pour desservir la ville, couvrant une distance totale de 74 kilomètres. Pour le lancement de l'activité, créatrice d'emplois directs, quatre lignes sont exploitées avec un parc de 30 autobus neufs. L'extension des activités de la SOTRA relève de la vision du Président ivoirien de développer les villes secondaires, notamment par le développement de l'offre de transport de proximité. L'opération s'inscrit également dans les préparatifs de la Coupe d'Afrique des Nations 2024, pour faciliter le déplacement des supporters lors de l'évènement. Après les villes de Bouaké, Grand-Bassam et Yamoussoukro, la SOTRA déploiera prochainement un réseau de bus à Korhogo et à San Pedro.

Inflation à +5,7% en g.a. en novembre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +5,7% en glissement annuel (g.a.) en novembre 2022, contre +6,2% en g.a. le mois précédent. Cette évolution se justifie par la hausse des prix des produits alimentaires (+8,4% en g.a.), en lien avec celle des viandes (+7,9% en g.a.), des poissons (+6,7% en g.a.) ou encore des huiles et graisses (+18,6% en g.a.). Par ailleurs, une hausse des prix significative a également été enregistrée dans le secteur des transports (+9,4% en g.a.), du logement, de l'eau, du gaz, de l'électricité et autres combustibles (+6,6% en g.a.) ainsi que des restaurants et hôtels (+6,7% en g.a.). Enfin, en moyenne annuelle glissante, le taux d'inflation se situe à 5,2% en novembre 2022.

Achèvement de la construction de la mine d'or Abujar

Le 2 janvier 2023, la compagnie minière australienne Tietto Minerals [a annoncé](#) avoir achevé la construction de la mine d'or d'Abujar, entamée 12 mois auparavant. Ainsi, la mine d'Abujar devrait être en mesure de livrer 260 000 onces d'or pour les douze premiers mois de fonctionnement à plein régime. La mise en service de cette nouvelle mine permettra d'augmenter significativement la production d'or, dans la lignée de la volonté du gouvernement ivoirien de doubler la contribution de ce secteur au PIB d'ici 2025, en atteignant 6%. Par ailleurs, une autre mine d'or, à Séguéla, devrait également entrer en production au cours de l'année 2023.

Gambie

20,6 M USD du FAD pour la modernisation du port de Banjul

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement (FAD) [a approuvé](#) le 15 décembre 2022 un financement sous forme de dons de 20,6 M USD en appui au projet de

modernisation du Port de Banjul. Dans le détail, cette subvention, qui pourrait être complétée par un investissement privé, devrait permettre de financer : (i) les travaux d'extension de la jetée pour accueillir jusqu'à 3 navires (contre 1 actuellement) et d'élargissement la zone du terminal à conteneurs ; (ii) l'acquisition d'un ferry supplémentaire pour le transport des passagers ; (iii) le développement des routes d'accès au port ; (iv) la mise en place de solutions digitales pour connecter les services douaniers au système d'exploitation du terminal.

Guinée

Le FMI approuve un financement d'urgence de 71 M USD pour atténuer les chocs alimentaires

Le 22 décembre 2022, le Conseil d'administration du FMI [a achevé](#) les consultations au titre de l'article IV et approuvé un financement d'urgence à hauteur de 71 M USD, au titre du nouveau guichet de financement dédié aux chocs alimentaires, afin d'aider la Guinée à lutter contre l'insécurité alimentaire et à répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements. Selon le communiqué, le gouvernement guinéen utilisera cette enveloppe pour : (i) venir en aide aux couches les plus vulnérables de la population, avec l'appui du PAM ; (ii) fournir des engrais aux producteurs afin d'améliorer la prochaine récolte.

Le CNT adopte le Projet de Loi de finances 2023

Le 28 décembre 2022, les membres du Conseil national de Transition (CNT) [ont adopté](#) le projet de Loi de finances initiale (LFI) 2023. Ainsi, le budget 2023 s'équilibrera en recettes et en dépenses à 36 106,7 Mds GNF (4 Mds EUR), soit une progression de 18,1% par rapport à la Loi de finances rectificative (LFR) 2022. Le déficit budgétaire est anticipé à 8 195,8 Mds FCFA (901 M EUR) et sera notamment couvert par l'émission d'obligations du Trésor, la contraction

d'emprunts obligataires ou encore l'encaissement des restes à recouvrer. En outre, ce budget 2023 table sur une croissance à 5,7%, un taux d'inflation annuel moyen de 10,3%, un taux de pression fiscale à 12,5% et des réserves suffisantes pour couvrir au moins 3 mois d'importations.

🇱🇮 Libéria

Financement additionnel de 30 M USD de la Banque mondiale pour un projet de transformation économique rurale

Le 22 décembre 2022, la Banque mondiale [a annoncé](#), à travers l'Association internationale pour le développement (IDA), l'octroi d'un financement additionnel de 30 M USD dans le cadre du Projet de transformation économique rurale du Libéria (RETRAP). Ainsi, cette enveloppe supplémentaire devrait permettre d'accroître le nombre de ménages bénéficiaires à 96 000, contre une cible initiale de 60 000, et d'étendre le programme aux 15 comtés du pays, contre 11 précédemment. Pour rappel, le RETRAP vise notamment à : (i) favoriser l'augmentation de la productivité agricole et le développement de certaines chaînes de valeur essentielles à la sécurité alimentaire (filière riz notamment) ; (ii) développer la résilience des communautés face au changement climatique.

🇲🇱 Mali

54 M USD du FAD pour renforcer la résilience au changement climatique

Le 13 décembre 2022, le **Conseil d'administration** du Fonds africain de développement (FAD) [a approuvé](#) l'octroi d'un financement de 53,7 M EUR au Mali pour la mise en place du Projet d'appui au renforcement de la résilience des communautés de base (PARCB). Ainsi, ce projet vise notamment à réduire la fragilité économique en développant les chaînes de valeurs locales, en augmentant la productivité agricole ou en encourageant le développement

des petites et moyennes industries. Par ailleurs, il devrait permettre de réduire la vulnérabilité des populations face aux chocs climatiques potentiels et à accroître leur capacité à y répondre en développant des infrastructures et des aménagements résilients aux changements climatiques.

🇲🇷 Mauritanie

65 M EUR de l'UE dans le cadre de la deuxième tranche de l'accord de pêche Mauritanie-UE

Dans le cadre de l'accord de pêche Mauritanie – UE, signé en novembre 2021 pour une durée de 5 ans, l'Union européenne [a annoncé](#) le paiement d'un montant de 57,5 M EUR au titre de la 2^{ème} année de l'accord. A cette enveloppe s'ajoute par ailleurs le versement d'une somme de 7,5 M EUR suite à l'adoption par la Mauritanie d'un plan de gestion durable des pêcheries de petits pélagiques. Pour rappel, en contrepartie d'un accès de la flotte européenne aux eaux mauritaniennes pour la pêche de crustacés, de poissons démersaux, de thons et de petits pélagiques, cet accord vise, par une compensation financière, à minimiser l'impact de la pêche sur les écosystèmes marins et à respecter les activités des flottes côtières et artisanales mauritaniennes. En outre, l'UE versera 16,5 M EUR sur toute la durée de l'accord au titre de l'appui à la politique sectorielle.

🇳🇮 Niger

Adoption de la stratégie nationale de cybersécurité 2023-2027

Lors du Conseil des Ministres du 27 décembre 2022, le gouvernement [a adopté](#) le projet de décret portant adoption de la Stratégie nationale de la cybersécurité sur la période 2023 -2027. Cette dernière s'articule autour de 4 lignes directrices : (i) la protection des usages du numérique à travers le renforcement du cadre législatif, réglementaire et institutionnel ; (ii) la

protection et la sécurisation des infrastructures critiques nationales à travers le renforcement des capacités des structures opérationnelles et des ressources humaines ; (iii) le renforcement de la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC à travers la mise en place de dispositifs de prévention, de détection et de répression de cyberattaques ; (iv) la promotion du partenariat public-privé et public-public en matière de cybersécurité à travers le renforcement de la coopération nationale, régionale et internationale.

Création de l'agence de régulation du secteur de la microfinance

Lors du Conseil des Ministres du 27 décembre 2022, le gouvernement [a adopté](#) un projet de décret portant création de l'Agence de régulation du secteur de la microfinance (ARSM), établissement public à caractère administratif. Cette décision fait suite à la volonté du gouvernement de renforcer le dispositif de surveillance du secteur de la microfinance sur le territoire. Ainsi, l'ARSM sera notamment chargée de remplir une mission de régulation et de supervision auprès des systèmes financiers décentralisés, conformément aux standards régionaux et internationaux.

🇸🇳 Sénégal

Les industries extractives contribuent à hauteur de 5% au PIB et de 7% aux recettes de l'Etat en 2021

Selon les données du [rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives \(ITIE\) 2021](#), publié le 22 décembre 2022, le secteur extractif [contribue](#) en 2021 à 5% du PIB, contre 3,4% l'année précédente. En outre, les exportations issues du secteur extractif en 2021 ont représenté 38% du total des exportations à 1 096 Mds FCFA (1,7 Md EUR), soit une progression de 37,5% par rapport à 2020. Enfin, les recettes collectées par l'Etat provenant des industries extractives s'élèvent à 206 Mds FCFA (314 M EUR) soit 7% du total des recettes

encaissées par l'Etat. A noter que sur cette somme, 94% des recettes collectées proviennent du secteur minier.

Appui de 15,5 M EUR de l'AFD en soutien aux TPME

L'Agence française de développement (AFD) et la Banque nationale pour le développement économique (BNDE) [ont signé](#), le 20 décembre 2022, une convention de crédit de près de 10,3 Mds FCFA (15,5 M EUR), dont 0,5 M EUR de subvention, pour faciliter le financement des Très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). Cet appui vise à : (i) stimuler les capacités de développement et d'investissement des TPME ; (ii) **améliorer l'inclusion financière**, en particulier des femmes, par le financement des Systèmes financiers décentralisés (SFD) ; (iii) renforcer les capacités de la BNDE et consolider sa position de banque inclusive.

Plus de 680 M EUR de subventions au secteur de l'électricité sur la période 2020-2022

En marge de l'atelier de partage sur le document relatif à la révision des conditions tarifaires de la **Société nationale d'électricité (SENELEC)** pour la période 2023-2027, le Directeur général de la SENELEC [a déclaré](#) que le gouvernement sénégalais avait alloué des subventions à hauteur de 450 Mds FCFA (686 M EUR) à la société sur la période 2020 – 2022. Selon lui, ces subventions ont permis de maintenir inchangés les prix de l'électricité, malgré la hausse au niveau mondial **du coût de l'énergie**, grâce à un mécanisme de compensation tarifaire.

Un an après la mise en service du TER de Dakar, plus de 16 M de voyageurs transportés

Un an après son inauguration le 27 décembre 2021, le Train Express Régional [a transporté](#) plus de 16 M de voyageurs, soit une moyenne de 43 000 voyageurs par jour, et généré plus de 13 Mds FCFA (19,8 M EUR) de recettes, selon un communiqué de la SETER, filiale de la SNCF qui

pré-exploite l'infrastructure. En outre, selon la SETER, 7 rames supplémentaires seront réceptionnées dans le cadre de la deuxième phase du projet, qui reliera la ville nouvelle de Diamniadio à l'aéroport international Blaise Diagne, ce qui devrait permettre d'augmenter la capacité du TER de 115 000 à plus de 225 000 voyageurs par jour.

Sierra Leone

La Banque centrale augmente son taux directeur de 125 points de base à 18,25%

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale de Sierra-Leone (BSL) s'est réuni le 29 décembre 2022, actualisation ses prévisions de croissance à 2,8% pour 2022 (contre une prévision de 3,6% fin septembre 2022) et à 3,1% en 2023 (contre 3,4% fin septembre), en raison notamment de l'impact de la guerre en Ukraine. En outre, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie a engendré : (i) une hausse de l'inflation à 35% en glissement annuel (g.a.) en novembre 2022, (+43,6% en g.a. pour les produits alimentaires) ; (ii) un creusement du déficit commercial à 327,1 M USD au 3^{ème} trimestre 2022, contre 235,4 M USD le trimestre précédent ; (iii) un affaiblissement des réserves de change à 599,5 M USD au 3^{ème} trimestre 2022 (-17,8% par rapport au trimestre précédent), soit une couverture équivalente à 3 mois d'importations de biens et services. En conséquence, le CPM a décidé : (i) de relever le taux d'intérêt directeur de la BSL de 125 points de base à 18,25% ; (ii) d'ajuster avec la même marge le taux de la facilité de prêt permanent et le taux de la facilité de dépôt permanent, respectivement à 21,25% et 12,25%.

Togo

Augmentation de 50% du SMIG à 52 500 FCFA (80 EUR) au 1^{er} janvier 2023

Le 1^{er} janvier 2023, le Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) a augmenté pour atteindre 52 500 FCFA (80 EUR), contre 35 000 FCFA (53,4 EUR) depuis 2012, soit une **hausse de 50%**. Cette évolution est le fruit d'un accord entre le gouvernement, le Conseil national du patronat togolais et les autres partenaires sociaux (centrales syndicales et organisations professionnelles des employeurs).

Les produits pétroliers représentent plus de 40% des importations au T3 2022

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), les exportations se sont établies à 140,9 Mds FCFA (215 M EUR) au 3^{ème} trimestre 2022 (T3 2022), soit une baisse de 4,3% en glissement annuel (g.a.) ; et les importations à 511,2 Mds FCFA (779 M EUR), soit une progression de 39,7% en g.a. En conséquence, le solde commercial s'est creusé de 69,2% en g.a. pour atteindre 370,3 Mds FCFA (564 M EUR) au T3 2022. Les principaux produits exportés ont été les phosphates naturels de calcium (16,9% du total des ventes) et les sacs plastiques (10,5%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (42% du total des achats). Enfin, les principaux clients du pays sur cette période ont été l'Inde (19,4% des ventes), le Burkina Faso (12,9%) et la Côte d'Ivoire (11,5%) tandis que les principaux fournisseurs ont été la Belgique (25,1% des achats), la Chine (13,4%) et la France (10,3%).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international